

# LEDEVOIR

Idées

## S'empoisonner ensemble n'est pas un projet de société

La sécurité économique et alimentaire est une affaire trop importante pour être improvisée sous bâillon.



Photo: Josh Edelson Agence France-Presse Le Roundup est un herbicide à base de glyphosate dont les preuves de sa dangerosité s'accroissent.

Christelle Fournier, Clément Mangin et Lise Bizzoni

Les signataires sont respectivement directrice de Fertiles ; citoyen et détenteur d'une maîtrise en sciences de l'environnement ; codirectrice du Réseau des Femmes en Environnement. Ils cosignent cette lettre avec plus d'une centaine d'experts, d'organisations et de citoyens d'horizons divers.\*

Publié à 0h00

Un gouvernement qui précipite un projet de loi dangereux pour la santé et l'environnement, au mépris des processus démocratiques et scientifiques, et au bénéfice principal de multinationales ? Mais qu'a encore manigancé le gouvernement Trump ?

Détrompons-nous ! Il s'agit ici du gouvernement Carney, qui vient tout juste de faire passer sous bâillon son projet de loi C-30 lui donnant le pouvoir d'ignorer Santé Canada, et nous

autres au passage, pour réautoriser à sa discrétion des pesticides interdits. Un sacré retour en arrière pour un pays qui prétend aller de l'avant...

Ce projet de loi serait motivé par le besoin d'assurer la « sécurité alimentaire » et la « sécurité économique » du Canada.

Or, les mécanismes permettant de le faire existent déjà. En mars dernier, l'autorisation exceptionnelle d'un pesticide contre des petits rongeurs a été accordée dans le cadre législatif déjà en place, avant même l'adoption de la loi C-30. Alors quel besoin y avait-il de donner au gouvernement des pouvoirs discrétionnaires élargis sur l'autorisation de poisons divers et variés contre l'avis de Santé Canada, dont la mission est pourtant « d'aider les Canadiens à maintenir et à améliorer leur santé » ?

Pourquoi précipiter l'adoption sous bâillon d'une loi aussi superflue que dangereuse, sans débat démocratique impliquant une population dont on menace pourtant la santé et l'environnement, et qui devrait pouvoir décider collectivement du niveau de risque auquel elle s'expose ?

## Le portefeuille avant la vie ?

Puisqu'il s'agit d'exposer davantage nos agricultrices et agriculteurs qui manipuleront ces produits toxiques dans leurs champs, et nous, citoyens qui les retrouveront dans nos cours d'eau et nos assiettes, parlons des coûts humains.

Selon la Société Canadienne du Cancer, le cancer a coûté 37,7 milliards de dollars en 2024. Quelle part de ce coût est imputable au Roundup, célèbre herbicide à base de glyphosate de Bayer dont les preuves de sa dangerosité s'accumulent ? Quelle charge supplémentaire ces pesticides feront-ils peser sur notre système de santé ? Sans compter que ce sont nos concitoyens les plus précaires qui se trouvent souvent privés d'un accès à une alimentation saine sans pesticides.

Et quid de la fermeture du marché européen, où nos produits risqueraient d'être bannis ? Les profits de l'agro-industrie ont-ils eu préséance sur la sécurité économique du Canada, jamais débattue pour cause de bâillon, avant qu'on décide sans nous du niveau de poison acceptable dans nos vies ?

## Sécurité alimentaire sans souveraineté du choix ?

D'après Agriculture Canada, le pays « se classe au neuvième rang des plus grands exportateurs de produits agroalimentaires et de produits de la mer au monde », alors que nous n'arrivons qu'au trente-huitième rang mondial pour la population.

Nos enjeux de « sécurité alimentaire » se situent-ils donc au niveau de la production agricole, ou bien au niveau de la répartition, de l'accès, de la justice sociale et de la gouvernance de nos systèmes alimentaires, alors que les banques alimentaires sont débordées, des familles sautent des repas et des enfants arrivent à l'école le ventre vide ?

Et même si la production était à risque, n'existe-t-il pas d'autres voies ?

Au moment même où Ottawa nous explique qu'il faudrait affaiblir les garde-fous sur les pesticides pour protéger l'économie agricole, l'INRAE publie les résultats d'une recherche menée pendant dix ans démontrant que des systèmes sans pesticides peuvent être viables techniquement et économiquement lorsque la transition est pensée sérieusement plutôt que sabotée politiquement. Quelle ironie !

## Les contradictions du système

Pour revenir à nos petits rongeurs, leur prolifération est liée à des épisodes de sécheresse plus fréquents, eux-mêmes liés aux changements climatiques, alors même que le gouvernement Carney souhaite accélérer le développement pétrolier canadien, non sans évoquer le « *drill baby drill* » de Donald Trump. Quel est donc ce système malade où l'on tente de corriger les effets délétères de notre consommation accrue d'énergies fossiles par une consommation accrue de pesticides, dans un double empoisonnement de la planète et de nos corps ?

Le Canada a pourtant les moyens d'être un leader de la transition socioécologique. Alors que la COP15 sur la biodiversité se tenait à Montréal il y a quatre ans à peine, nous devrions être à l'avant-garde d'une agriculture saine, résiliente, respectueuse de la vie et compatible avec les limites planétaires.

## Une vision de société

La sécurité économique et alimentaire du Canada est une affaire trop importante pour être improvisée sous bâillon au profit des multinationales de l'agroalimentaire. Bien davantage qu'une question de rendement, c'est une vision de société qui doit se décider ensemble. Elle engage notre santé, celle des générations futures, nos écosystèmes et notre capacité collective à choisir ce que nous voulons mettre dans nos champs et dans nos assiettes.

Aujourd'hui, à l'heure des Francos et de la nomination de Jérôme Dupras comme scientifique en chef du Québec, nous vient en tête l'air de la « sage prophétie » des Cowboys Fringants.

Nous appelons nos gouvernements fédéraux et provinciaux à faire preuve de courage et d'audace politique. L'Agent Orange qui épand les poisons des industries pétrolière et agrochimique au mépris de la démocratie et de la science doit être un épouvantail, pas un modèle. Soutenir nos agricultrices et agriculteurs, c'est leur offrir des moyens concrets de sortir

de la dépendance aux intrants chimiques, et non faire d'eux — et de nous — la chair à canon d'un modèle agroalimentaire destructeur.

Faute de quoi, si c'est ça l'Canada moderne, nous mettrons notre drapeau en berne.

*\*Ont cosigné cette lettre : Joan Laur, Institut de Recherche en Biologie Végétale, Université de Montréal ; Pascal Priori, coordonnateur de Victimes des pesticides du Québec pour l'Association pour la santé publique du Québec ; Valérie Ayotte-Bouchard, citoyenne ; Leyla Lardja, consultante ; Sarah Brouard, citoyenne ; Florence Michaud-Guilbault, citoyenne ; Charlotte Gandin, citoyenne ; Sylvie Lapointe, cinéaste ; Yves Gagnon, semencier ; Diane Mackay, herboriste ; Eli Sawadogo, responsable du chantier d'avenir en sécurité alimentaire, Université Laval ; Jessica Dufresne, citoyenne et juriste spécialisée en droit à l'alimentation ; Stéphanie Lessard, coordonnatrice scientifique et chercheure principale en sécurité et systèmes alimentaires ; Audrey Hauet, citoyenne ; Stéfany Chevalier, cofondatrice de QUINTUS ; Maxime Baril, directeur Général et cofondateur de QUINTUS ; Ève Lamont, réalisatrice et citoyenne préoccupée par la sécurité alimentaire et l'environnement ; Marie-France Marleau-Leroux, naturopathe agréée ; Marc-André Plourde, agriculteur en régie biologique ; Ananda Fitzsimmons, présidente du CA, Régénération Canada ; Pasquinel Huneault, Ferme Les Siffleux, fermier de famille ; Danielle Landry, De ville en forêt ; Laurie St-Fleur, doctorante en biologie végétale, Institut de recherche en biologie végétale, Université de Montréal ; Jonathan Croteau, étudiant à la maîtrise en sécurité alimentaire à l'Université Laval et candidat du Parti vert dans Arthabaska-L'Érable ; Guylaine St-Vincent, Les jardins de l'écoumène ; Grégory Brossat, citoyen ; Simone Chen, Les Fruits Défendus de Montréal ; Mariklode Tardi, maraîchère bio, artiste et ancienne infirmière ; Carole Poliquin, réalisatrice de Homo toxicus ; Louis Béchard, codirecteur général, Protec-Terre ; Marie-Anne Viau, coordonnatrice du département d'agriculture urbaine, Collège Ahuntsic ; Amélie Parenteau, nutritionniste, diplômée de la maîtrise en sécurité alimentaire de l'Université Laval et consultante engagée pour la résilience alimentaire ; Clara F. Costa, étudiante à la maîtrise en Affaires Publiques et internationales et réalisatrice d'Accents Ouverts ; Judith Colombo, agronome et directrice générale du Collectif Récolte ; Johane Germain, Héritage Slow Food Valle de la Batiscan ; Bastien Boucherat, doctorant en géographie ; Pousseni Bakouan, chercheur, boursier FRQ ; Marie-Élaine Guay, poète, hortultrice et animatrice de la balado Le temps des monstres ; Angelina Sanchez, citoyenne ; Michelyne Côté, permacultrice du vivant ; Caroline Dufour, L'Arrivée, agronome, biologiste, agricultrice ; Christophe Dubois, Ferme Les Obliques ; Delphine Jaffres, citoyenne ; Audray Pepin et Michel Leduc, Tisanji ; Diane Potvin, citoyenne ; Charles-Eugène Bergeron, Dta, jardinier conseil ; Adrien Jean-Pierre, Compagnons Maraîcher. ères ; Anne-Marie Brunet, citoyenne ; Éric Brassard, citoyen ; Marie Bourbeau, citoyenne ; Alex Quenneville, militant ; Geoffroy Ménard, agroéconomiste ; Yves-Marie Abraham, HEC Montréal ; Stéphane Lamanna, permaculteur ; Hubert Lavallée, Protec-Terre ; Samy Benabed, chef étoilé Michelin, Auberge Saint-Mathieu ; Jonathan Durand Folco, professeur agrégé à l'Université Saint-Paul ; Jasmine Bélanger-Gulick, Ferme du Haut-Vallon ;*

*Sidina Ali Diallo, professionnel de recherche à ULAVAL ; Laure Patouillard, citoyenne ; Laetitia Axelle Yiwalo Bationo, professionnelle de recherche, Université Laval ; Nancy Larivière, Ecosphère Permaculture ; Jean-François Laporte, Les Jardins de l'écoumène ; Evelyne Lussier, Ferme Aux Jardins Colorés ; Mylène Potvin, citoyenne ; Louise Marleau, citoyenne ; Marie-Claude Ricard, permacultrice spécialisée en autonomie alimentaire ; Sara Russo Garrido, citoyenne ; Flore Deshayes, travailleuse sociale, clinique inflorescence ; Synthia L.-Hemelaar, citoyenne et conseillère en transition socioécologique ; Olivier Painchaud, Les Jardins du Moutonblon ; Jasmin Lafortune, COOP de solidarité Jardinons ; Stéphanie Grenier, citoyenne ; Chantal de Montigny, nutritionniste et biologiste, directrice, Systèmes alimentaires de proximité chez Vivre en Ville ; Laurence Deschamps-Léger, citoyenne et co-coordonnatrice de l'Alliance SAT ; Florence Roy-Allard, citoyenne et co-coordonnatrice de l'Alliance SAT ; Kate Bouchard, étudiante au doctorat ; Cecilia Pérez Plancarte ; Laure Colin-Bosvieux, citoyenne, animatrice de la Fresque de l'alimentation et titulaire d'une maîtrise en science de l'environnement ; Marianne Pertuiset-Ferland, directrice générale de l'Association féministe d'éducation et d'action sociale (Afeas) ; Anne-Marie Laflamme, cofondatrice atelier b et chargée de cours, Université Concordia ; Caroline Larocque, citoyenne et conseillère en transition socioécologique ; Francine Rivest, coordonnatrice de la Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière (TCGFL) ; Lise Parent, professeure en sciences de l'environnement, Université TÉLUQ, EcotoQ, CREPPA, RQRAD, CIRODD, Cinbiose, CARES, TOXEN, CIAPE-ICEDA ; Audrey Gosselin-Pellerin, Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec (RTRGFQ) ; Félicita Fleurijuste, informaticienne ; Elliot Muller, citoyen ; Nancy Costigan, citoyenne et membre du Collectif Réserves ; Cécile Laboueix ; Marine Thomas, directrice générale, Partenariat Climat Montréal ; Anne Roussel, Ferme Cadet Roussel et présidente de l'Association de Biodynamie du Qc ; Mickael Brard, cofondateur, Coop Sens Climat ; Géraldine Dallaire, citoyenne et cofondatrice des Imaginables ; Julie Drouin, éducatrice somatique et doctorante en éducation relative en environnement ; Véronique Bouchard, présidente, Réseau des fermiers.ères de famille ; Laure Mabileau, Vigilance OGM ; Thibault Rehn, Vigilance OGM.*

Ce texte fait partie de notre section Opinion, qui favorise une pluralité des voix et des idées en accueillant autant les analyses et commentaires de ses lecteurs que ceux de penseurs et experts d'ici et d'ailleurs. Envie d'y prendre part? Soumettez votre texte à l'adresse [opinion@ledevoir.com](mailto:opinion@ledevoir.com). Juste envie d'en lire plus? Abonnez-vous à notre Courrier des idées.